



Comité européen
des régions

Ressources humaines et finances

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI

Administrateur¹ au sein de la commission CIVEX

Numéro de référence : COR/AD5-AD12/25 BIS/26

Direction	Direction Travaux législatifs 1
Unité	B.3. Commission CIVEX
Secteur	Affaires constitutionnelles (CONST)
Poste vacant	AD5-AD12
Emploi type	Fonctionnaire - Administrateur
	Publication selon l'article 29, paragraphe 1, points a), b) et c), du statut
Date de publication	17 août 2026
Date de clôture	31 août 2026 à midi (heure de Bruxelles)

1. Votre emploi et vos responsabilités

Les travaux politiques, législatifs et analytiques liés aux affaires institutionnelles, à la gouvernance multiniveaux, à l'amélioration de la réglementation et à la subsidiarité active vous intéressent? Vous aimeriez dialoguer avec des parties prenantes aux niveaux local, régional et européen?

En tant qu'administrateur au sein de la commission CIVEX, vos tâches porteront sur la subsidiarité active, l'amélioration de la réglementation, la gouvernance multiniveaux et les questions relatives aux traités de l'Union européenne (UE). Ces domaines d'action sont au cœur du programme stratégique du Comité européen des régions (CdR) et des débats institutionnels auxquels il participe.

En toute autonomie, vous appuierez le CdR, ses membres et ses experts dans le cadre de la préparation des avis du Comité. Vous rédigerez notamment des analyses politiques, des briefings, des discours et des documents d'information dans vos domaines de compétence. Vous contribuerez aux travaux du CdR sur les affaires constitutionnelles et institutionnelles, le monitoring de la subsidiarité, la gouvernance à plusieurs niveaux et l'amélioration de la réglementation, y compris en

¹ Le masculin n'est utilisé dans le présent document que dans un sens purement générique, sans distinction de sexe ou de genre.

coordonnant les outils du Comité pour une meilleure réglementation. Vous serez également chargé des évaluations de la subsidiarité et de l'élaboration de la stratégie de monitoring de la subsidiarité du CdR. En fonction des besoins opérationnels, vous pourrez être amené à contribuer à d'autres activités du secteur CONST au sein de la commission CIVEX.

Vous entretiendrez des contacts étroits avec la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil, tout en suivant de près les évolutions politiques et institutionnelles dans vos domaines de compétence. Vous coopérerez également avec des bureaux régionaux, des ONG, des groupes de réflexion, des associations et d'autres parties prenantes, et représenterez le CdR au sein de groupes de travail administratifs, le cas échéant.

Vous contribuerez à l'organisation de réunions de commission et d'autres événements importants, et soutiendrez les membres de la commission CIVEX dans leurs activités hors siège et ad hoc, en favorisant la coopération avec les collectivités locales et régionales et leurs organisations représentatives.

Vous participerez à la planification stratégique de l'institution en surveillant la mise en œuvre du programme de travail et en assurant le suivi des avis adoptés afin d'évaluer leur incidence et leur visibilité.

Le cas échéant, vous soutiendrez les travaux législatifs en collectant des données probantes et en effectuant des recherches documentaires. Vous assurerez la préparation des spécifications, la gestion et le suivi des études réalisées par des contractants externes et des institutions partenaires, et concevrez et mettrez en œuvre des enquêtes en ligne à l'intention des collectivités locales et régionales et de leurs organisations représentatives.

2. Qui sommes-nous? Quels sont nos défis à venir?

Le secrétariat de la commission CIVEX est l'une des trois unités qui composent la direction des travaux législatifs ¹. Les principales tâches de la direction consistent à préparer les messages politiques de l'institution en aidant les membres à élaborer les avis du CdR, en facilitant le processus politique dans le cadre du bureau et de la session plénière et en organisant les réunions de commission et des événements hors siège. La direction a pour mission principale de promouvoir la participation et la contribution effectives du CdR au processus décisionnel de l'Union européenne.

Elle joue un rôle essentiel dans la formulation et la mise en œuvre des stratégies institutionnelles et politiques du CdR et contribue à un processus décisionnel européen amélioré, fondé sur des données probantes. Un aspect important de cette tâche consiste à apporter un soutien analytique et organisationnel aux travaux politiques de l'institution et à assurer le suivi des avis du CdR, en s'attachant à renforcer et à surveiller leur impact.

La commission CIVEX se concentre sur des domaines d'action spécifiques dans le cadre de deux secteurs:

- le secteur «Affaires constitutionnelles» (CONST), chargé des thèmes suivants: démocratie, décentralisation et gouvernance à plusieurs niveaux; subsidiarité et proportionnalité; mieux légiférer et impact de la législation de l'UE aux échelons local et régional; politique migratoire; asile et visas; état de droit;
- le secteur «Relations extérieures» (RELEX), chargé de piloter les activités du CdR en faveur de l'Ukraine et de façonner la dimension locale et régionale des politiques d'élargissement et de voisinage, ainsi que de promouvoir et de soutenir le rôle des collectivités locales et régionales dans la coopération au développement.

3. Êtes-vous le talent que nous recherchons?

3.1 APTITUDES ET CAPACITÉS GÉNÉRALES REQUISES

- Penser en exerçant un esprit critique, analyser et résoudre les problèmes avec pragmatisme.
- Évaluer d'un œil critique la crédibilité et la fiabilité des sources, des données et des informations, et utiliser les outils numériques pertinents pour mener les tâches à bien.
- Organiser son travail, faire preuve de responsabilité, définir des priorités, prendre les décisions appropriées et produire des résultats.
- S'adapter à un environnement de travail évolutif, avoir le sens des responsabilités et adopter une attitude constructive à tout moment. Rester efficace et flexible même en période d'activité intense.
- Faire preuve d'initiative pour atteindre les objectifs individuels et collectifs, pouvoir se les approprier et travailler de manière autonome.
- Recourir à l'apprentissage et au développement professionnel afin d'améliorer en permanence ses performances professionnelles et sa connaissance de l'organisation et de l'environnement de travail.
- Collaborer avec les autres de manière constructive en contribuant à un environnement de travail diversifié et inclusif. Faire preuve de respect et de courtoisie à tout moment.
- Transmettre des informations et avis pertinents de manière claire et concise, tant oralement que par écrit, faciliter les interactions et dialoguer efficacement avec les autres. Traiter comme il se doit les informations confidentielles ou sensibles.

3.2 EXIGENCES SPÉCIFIQUES AU POSTE

- Vous disposez d'une formation universitaire en lien avec le droit, les sciences politiques, l'économie, l'administration publique ou les affaires européennes.
- Vous possédez une bonne expérience ou de solides connaissances dans les domaines d'action couverts par la commission CIVEX, en particulier ceux en rapport avec la nature des tâches à accomplir.
- Vous êtes capable d'effectuer des analyses juridiques et politiques de dossiers complexes.
- Vous avez une connaissance approfondie d'une des langues officielles de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues. Pour des raisons fonctionnelles, un niveau élevé d'anglais est requis et un bon niveau de français constitue un atout majeur.

- Vous maîtrisez les applications et outils informatiques les plus courants comme Outlook, Excel, Word et SharePoint, ainsi que les outils d'intelligence artificielle dans un environnement sécurisé. Vous êtes désireux de vous former à de nouvelles technologies en ligne si nécessaire.

3.3 ATOUTS

- Une expérience dans le domaine des affaires constitutionnelles et de l'amélioration de la réglementation constitue un atout majeur.
- Une bonne connaissance du règlement intérieur et des procédures administratives du CdR est souhaitable.

4. Ce que nous offrons

- Une institution européenne à taille humaine, au cœur du quartier européen et aisément accessible.
- Un horaire flexible et des possibilités de télétravail en accord avec les besoins de service.
- Une politique active en matière de gestion des talents axée sur le développement continu et la formation ainsi qu'une politique d'encouragement à la mobilité interne.
- Un environnement de travail convivial et dynamique dans lequel l'autonomie, le sens de l'initiative et l'esprit d'équipe sont appréciés.
- Une institution qui promeut l'égalité des chances, la diversité et la non-discrimination afin de contribuer à un environnement de travail inclusif et respectueux, et qui est activement engagée dans le processus consultatif précédant l'adoption du cadre réglementaire européen. Notre engagement en faveur de l'inclusivité se reflète également dans nos efforts pour améliorer l'accessibilité de l'avis de vacance présente et de son annexe (alignement à gauche, espacement accru et taille de police augmentée, etc.). En améliorant leur lisibilité, nous nous efforçons de rendre ces documents accessibles à tous, y compris aux personnes en situation de handicap.
- Une institution certifiée EMAS qui cherche en permanence à améliorer ses performances environnementales.

5. Ce défi vous intéresse?

Si vous détenez les compétences que nous recherchons et si, à la lecture de cet avis, vous vous reconnaissez, alors postulez via le [formulaire de candidature en ligne](#) avant le 31 août 2026 à midi.

N'oubliez pas de lire attentivement l'annexe au présent avis de vacance pour apprendre les détails pertinents concernant cette procédure de sélection.

Le secrétaire général
Petr Blížkovský

Le [Comité européen des régions](#) (CdR) est l'assemblée politique qui fait entendre la voix des collectivités régionales et locales dans le cadre de l'élaboration des politiques et de la législation de l'Union européenne. Il s'agit d'un organe consultatif créé en 1994. Son rôle consultatif permet à ses 329 membres, et, à travers eux, aux collectivités régionales et locales qu'ils représentent, de participer au processus décisionnel de l'Union européenne.